Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-et-la-France-celebrent-l-entree-en-vigueur-de-la-convention-contre-la-disparition-forcee>

L'Argentine et la France célébrent l'entrée en vigueur de la convention contre la disparition forcée.

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -
Date de mise en ligne : jeudi 23 décembre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le chancelier Héctor Timerman et l'ambassadeur français en Argentine, Jean Pierre Asvazardourian, ont souligné comme un « point d'inflexion » dans la lutte par les DD.HH., l'entrée en vigueur de la « Convention pour la Protection de toutes les Personnes contre les Disparitions Forcées », une initiative conjointe des gouvernements devant l'ONU.

Lors d'une manifestation au Palacio San Martin, simultanément à une manifestation qui se tenait au ministère des affaires étrangères, Timerman a souligné que l'entrée en vigueur de la Convention « marque un point historique d'inflexion dans la lutte menée de façon commune avec le mouvement des droits de l'homme et la communauté internationale pour la dignité des personnes et la sauvegarde de leur intégrité physique et morale ».

Dans le même sens, l'ambassadeur français a remarqué que « aujourd'hui c'est un jour d'importance particulière pour le renforcement des droits de l'homme, et pour célébrer la coopération » entre les deux pays, au moment où, a-t-il souligné, l'Argentine « est toujours à l'avant-garde dans la lutte en faveur des droits de l'homme ».

Etaient présents le secrétaire des Droits de l'homme, Eduardo Luis Duhalde ; le secrétaire la de Justice, Julián Álvarez ; et des représentants des Mères et de Grand-mères de Place de Mai, le CELS, l'APDH et de *Hijos*.

Dans son discours, Timerman s'est référé à deux événements de ces derniers jours relatifs aux droits de l'homme, comme la condamnation à perpétuité contre Jorge Videla et Luciano Menéndez ; et la citation d'enfants adoptifs de la propriétaire du quotidien *Clarín*, Ernestina Herrera de Noble, pour apporter de nouveaux échantillons et ainsi pour pouvoir établir s'ils sont des enfants de disparus.

« Les condamnations contre Videla et Menéndez montrent que la construction d'une société où les droits de l'homme sont respectés et où sont punis ceux qui les transgressent, n'est pas un travail d'un seul jour, mais une lutte qui a commencé il y a quelques décennies quand ont commencé les mêmes violations des droits de l'homme », a-t-il indiqué.

Le chef du Palacio San Martin a signalé de la même manière qu'aujourd'hui « peut aussi être un jour important parce qu'un juge a convoqué ceux qui peuvent être victimes du vol d'une identité » et a ajouté : « c'est d'espérer que les personnes concernées coopèrent avec la justice ».

En ce qui concerne la *Convention contre les Disparitions Forcées*, Timerman a remarqué que « cela exhorte les états à classer ce délit et reconnaît le droit à la réparation, à la justice et à la vérité, et il introduit un mécanisme d'*habeas corpus* international pour la recherche de personnes disparues ».

« Le combat contre l'impunité constitue une revendication centrale de notre société et une base fondamentale du gouvernement argentin », a-t-il déclaré.

À côté de la France, l'Argentine a été le premier pays dans le monde à signer la Convention et le deuxième à la ratifier. Les deux pays ont été à la tête d'une campagne internationale pour promouvoir la signature et la ratification de la Convention.

L'entrée en vigueur du nouvel instrument a été aussi célébrée à New York, au siège de l'ONU, par le représentant

L'Argentine et la France célèbrent l'entrée en vigueur de la convention contre la disparition forcée.

argentin Jorge Argüello et son homologue français, Gerard Araud.

[Télam](#) . Buenos Aires, le 22 décembre 2010.

*****Pays signataires :**

Albanie, **Argentine**, **Bolivie**, **Brésil**, Burkina Faso, **Chili**, **Cuba**, **Équateur**, **France**, **Allemagne**, **Honduras**, Irak, Japon, Kazakhstan, Mali, **Mexico**, Nigeria, **Paraguay**, Sénégal, **Espagne** et **Uruguay**.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).